

<https://www.elcorreo.eu.org/Geab-no-96-Otan-FMI-tensions-divisions-Grexit-Horizon-2020-le-retour-des-guerres-europeennes>

Geab n° 96 : Otan, FMI, tensions, divisions, Grexit... Horizon 2020 : le retour des guerres européennes ?

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -
Date de mise en ligne : jeudi 16 juillet 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés



Devant la combinaison de certains indicateurs plutôt inquiétants ces derniers mois, nous en sommes venus à nous poser la question de la probabilité d'un retour des guerres européennes à l'horizon 2020.

En effet, ce n'est pas parce que notre équipe continue à voir les pistes de sortie de crise se mettre en place qu'elle ne garde pas sa vigilance sur les obstacles qui demeurent sur la route. Des obstacles qui nous semblent de deux natures essentiellement :

- d'une part, les efforts des maîtres du « monde d'avant » pour garder la main, conflits anachroniques et ancrés dans le passé, générés par des puissances de plus en plus isolées, mais aussi de plus en plus agressives, au nombre desquelles on trouve surtout l'appareil militaire US, mais pas seulement ;
- d'autre part, les étincelles, « naturelles » celles-ci, susceptibles de naître des immenses frottements entre plaques tectoniques, image évoquant le mieux les rééquilibres géopolitiques en cours.

Sommaire de ce numéro :

- **Perspectives** : Otan, FMI, tensions, divisions, Grexit... Horizon 2020 : le retour des guerres européennes ?
- **Telescope** : 2015-2020 : Le grand isolement de l'« Amérique dure »
- **Focus** : Crise grecque : la tentation d'écarter le FMI

Notre équipe a choisi de rendre publique la partie Focus, intitulée : « Crise grecque : la tentation d'écarter le FMI »

Crise grecque : la tentation d'écarter le FMI

À en croire nos médias, il semblerait que le monde entier soit suspendu à l'accord grec recherché par l'UE, la BCE et le FMI. Entre rebondissements et enlisement, la tension monte et désormais le défaut de paiement de la Grèce n'est pas exclu [\[1\]](#). Cataclysme ou opportunité ?

La Grèce restera dans la zone euro

Nous l'avons toujours dit et nous le maintenons : la Grèce restera dans la zone euro. Il est étrange que, jusqu'à très

récemment, tous les médias associaient défaut de paiement et *grexit*. Ce temps est révolu : les deux problématiques sont désormais bien séparées, comme il se doit, et c'est un signe que la Grèce gardera la monnaie unique. Qu'elle fasse défaut, en revanche, est une possibilité. Et si tel est le cas, ce sera un défaut voulu, organisé, et même concerté entre Européens. Le cas grec n'est pas sous le microscope mondial depuis six ans pour que l'issue de la crise se produise de manière inattendue.

On assiste d'ailleurs à une reprise en main politique de la zone euro, avec Merkel et Hollande qui veulent un « renforcement de la zone euro » [2], avec Juncker qui insuffle une énergie politique nouvelle, et avec Sigmar Gabriel (vice-chancelier allemand) et Emmanuel Macron (ministre de l'Économie français) qui demandent une « intégration radicale » de l'Eurozone [3]. Tout cela n'est évidemment pas très compatible avec une sortie désordonnée de la Grèce de la zone euro. Juncker et Tsípras, qui bataillent depuis des mois pour obtenir un accord, n'envisagent pas plus l'un que l'autre de *grexit*. Un *grexit* qui n'est qu'un fantasme des marchés financiers et des médias.

Le FMI : une épine dans le pied européen

Certes, ce *grexit* aura été recherché, sciemment ou non, par quelques acteurs de la partie de poker qui se joue actuellement, et en particulier l'acteur washingtonien. Chacun connaît les positions historiques du FMI en matière de gestion d'endettement souverain. L'affaire grecque ne fait pas exception : des trois membres de la troïka, le FMI est de loin le plus idéologiquement exigeant dans ses demandes envers la Grèce [4].

Si la tragédie grecque dure depuis si longtemps, ce n'est pas la taille du problème qui est en question. Il a certes fallu injecter environ 240 milliards d'euros dans l'économie grecque – ou plutôt dans les banques et le système financier grec afin que celui-ci ne s'effondre pas (ce qui aurait risqué d'entraîner tout le système européen). Un tel montant ne représente que le quart du QE de la BCE, par exemple, ou une petite partie des plans de relance européens et du soutien aux banques.

Non, si la tragédie grecque dure depuis si longtemps, c'est qu'il y a une autre raison. Les Allemands qui ne voudraient pas payer ? Ils sont loin d'être les seuls à payer (ils représentent seulement 22 % des fonds prêtés) et ils l'ont toujours fait jusqu'à présent, finalement sans trop rechigner. La raison est plutôt à aller chercher du côté du FMI et de ses exigences démesurées et bien trop néolibérales pour le continent européen. Un « allié » imposé par Washington en 2010, mais qui représente moins de 20 % des aides (et dont plus de la moitié a maintenant été remboursée). Un allié encombrant dont l'Europe voudrait bien se débarrasser pour gérer son problème seule, sans ingérence des États-Unis. D'autant qu'elle s'est enfin créé les moyens de le résoudre, ce problème, grâce notamment au [FESF](#) (Fonds européen de stabilité financière), puis à son successeur, le [MES](#) (Mécanisme européen de stabilité).



Figure 1
Répartition de la dette grecque (320 milliards d'euros).
Source : La Croix.

L'occasion rêvée de se débarrasser du FMI

Le dénouement du problème grec est donc intimement lié à la résolution du problème FMI. Un problème qui ne vaut « plus que » 21 milliards d'euros.

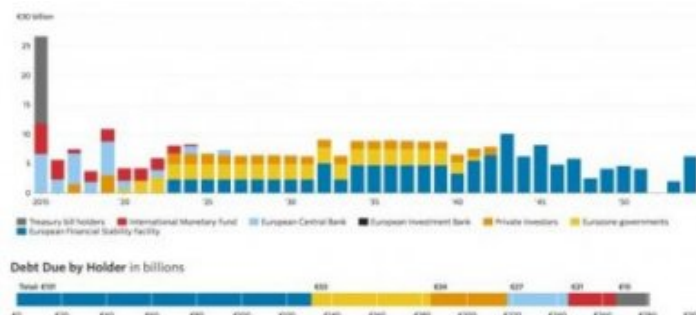


Figure 10 Sommes dues par Athènes à ses créanciers et échéancier des remboursements. **Source** : WSJ.

De nombreuses sources doutent que la Grèce dispose de la somme exigée par le FMI au 30 juin (1,6 milliard d'euros), et le ministre de l'Intérieur a lui-même exclu un remboursement du FMI sans aide extérieure [5].

À en croire le ministre de l'Économie, Yánis Varoufákis [6] (qui regrette la méthode employée et aurait aimé négocier directement avec les États-membres européens), la troïka n'a en fait jamais vraiment négocié et s'est contentée d'imposer ses desiderata. Une façon de jouer au poker en pariant que la Grèce craquerait ? Peut-être. Mais surtout une gestion technocratique d'une crise grecque aux implications éminemment politiques... et un jeu très risqué, car les messages envoyés par le gouvernement grec aux peuples européens (que ce soit les tribunes de Tsípras ou les interviews de Varoufákis dans les journaux européens) sont limpides et finissent par porter leurs fruits : qui ne comprend pas qu'ils ont raison <http://geab.eu/otan-fmi-tensions-di...> [7] et qu'ils ont par ailleurs mis une extraordinaire bonne volonté à poursuivre les négociations sans utiliser leur argument décisif, à savoir le défaut et la sortie de la zone euro ?

C'est l'idée que nous défendons depuis plusieurs mois déjà qu'il y a accord tacite entre la Grèce et l'Eurogroupe, où le gouvernement Tsípras est envoyé au combat contre le FMI et ses exigences démesurées.

Les dirigeants européens auront-ils le courage d'assumer un défaut de paiement pur et simple de la Grèce ? Vraisemblablement pas, car les conséquences sont assez imprévisibles [8]. Mais une autre solution naturelle existe, comme Varoufákis le mentionne : que le MES (qui a été créé pour cela) avance l'argent que la Grèce doit au FMI [9]. Pas de défaut de paiement, solidarité européenne et évincement du FMI (puisque celui-ci serait intégralement remboursé) : il y a beaucoup d'avantages à cette solution. Même le FMI y trouverait son compte, car il comprend bien que tout le monde est maintenant dans le même bateau et qu'il vaut mieux être remboursé par l'Europe que de continuer à mettre de l'huile sur le feu et risquer une explosion du système financier dans son ensemble. Et puis, imaginons un instant le signal qu'enverrait un refus de remboursement de la Grèce au FMI en direction de tous les débiteurs de cette institution. Le FMI envisage-t-il vraiment d'aller jusqu'au bout de la logique ? Ou tout cela n'est-il, comme nous le supposons depuis des mois, qu'une mise en scène entre des acteurs qui ont tous intérêt au changement et ont pour cela besoin d'une situation de tension extrême pour justifier leur mouvement ?

La solution de Varoufákis est indéniablement le bon compromis. Mais si vraiment elle ne peut pas être appliquée, il en existe une autre, plus violente et imprévisible, mais au même potentiel de dénouement de crise.

Défaut de paiement en zone euro : rêve ou cauchemar ?

En effet, au point où en sont les négociations, l'alternative maintenant la plus crédible est plus violente : laisser la Grèce faire défaut partiel. A priori, il faudrait pour cela un courage politique bien plus grand que ce dont nos dirigeants sont capables – à moins que les atermoiements européens ne poussent Tsípras à bout (il ne faut pas oublier qu'il a là une carte majeure en main). Cette option n'est donc guère probable d'après notre équipe. Cela dit, elle aurait des conséquences intéressantes et de moins en moins taboues.

Elle obligerait en effet à remettre à plat les dettes de la zone euro (et peut-être même mondiales). Car pourquoi soulager la Grèce d'une partie de ses dettes, quand l'Espagne, l'Italie, le Portugal ou la France, par exemple, luttent eux aussi avec leur endettement ? Cela aurait le mérite de lancer une réflexion sur le sujet [10], avec la possibilité d'effacer purement et simplement une partie de la dette publique [11].

Les dettes privées ont été transformées en dettes souveraines qui écrasent les États, et pas seulement la Grèce, désormais incapables de la moindre action de relance économique. Un assainissement forcé via un défaut partiel et réfléchi aurait certes des conséquences désagréables pour quelques établissements financiers parasites, mais ce serait enfin un moyen d'apurer le système – cet apurement qui est la clé pour sortir de la crise systémique globale.

La tentation doit donc être forte d'organiser le non-remboursement de certains créditeurs ou du FMI et d'enclencher un processus d'annulation de la dette, surtout dans un contexte de remontée des taux d'intérêt sur le point de réduire à néant tous les efforts d'austérité menés par les pays endettés.

La grande négociation autour du cas emblématique grec est sans doute avant tout et surtout un grand temps de réflexion et de préparation à l'application d'une solution définitive qui pourrait, après tout pourquoi pas, consister à pousser les Grecs à déclencher la grande bombe de l'annulation des dettes qui écrasent la planète.

Mais notre pronostic va tout de même au choix de solution « raisonnable » de transfert de dette sur l'Eurozone marquant la reprise d'indépendance financière du continent européen...(…)

Pour lire plus, [inscrivez-vous au GEAB](#)

[Geab n° 96](#). Paris, 15 juillet 2015

[1] Source : [Le Monde](#), 13/06/2015.

[2] Source : [Reuters](#), 26/05/2015.

[3] Source : [Guardian](#), 03/06/2015.

[4] « Le FMI toujours sur une ligne très dure » ; « Le FMI plus exigeant que la Commission »... Source : [Le Monde](#), 27/05/2015.

[5] Source : [RT](#), 25/05/2015.

[6] Il faut lire cette interview très claire : [Tagesspiegel](#), 09/06/2015.

[7] Un exemple récent en date concerne cette remarque de Varoufákis plaidant non coupable dans l'incapacité pour le gouvernement de traiter la question de l'évasion fiscale compte tenu du fait que le système judiciaire du pays est à l'arrêt faute d'argent (voir lien précédent). Que répondre à

cela ?

[8] Les enjeux sont bien résumés ici : [Bloomberg](#), 25/05/2015.

[9] Autre solution : que le QE de la BCE profite enfin à la Grèce...

[10] Que certains ont d'ailleurs déjà commencée : 60 % de la dette publique française serait « illégitime ». De là à l'effacer, il n'y a qu'un pas.
Source : [Guardian](#), 09/06/2014.

[11] Au minimum, effacer la dette détenue par d'autres États européens ne peut pas faire de mal, mais les montants ne sont pas très élevés.